

# Le Monde

26.04.2020, chronique par Stéphane Foucart

## L'écologie au temps du Covid-19

Que de la catastrophe il puisse naître quelque chose : c'était l'espoir de ceux qui se soucient de l'environnement. Il aura fallu très peu de temps pour que cet espoir soit douché. Le « monde d'après » la pandémie de Covid-19 s'annonce, en dépit des discours, la copie conforme de celui d'avant. En Europe, aux échelons communautaires comme nationaux, tout concourt à relancer les économies sans considération pour la question écologique. Le Green Deal dont la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, veut faire le pilier de son mandat, est attaqué par les lobbys industriels et remis en cause par une majorité d'Etats membres.

Même l'Allemagne tarde à transmettre à Bruxelles son plan énergie-climat, qui doit préciser les moyens qui seront mis en œuvre pour réduire ses émissions d'ici à 2030. De toutes parts, la gestion de la pandémie de Covid-19 et les mesures nécessaires à la sortie de crise conspirent à faire de l'environnement une question subsidiaire, qui pourrait, au mieux, être remise à plus tard une fois l'économie relancée.

L'industrie de la plasturgie réussit la prouesse d'un retour en grâce du plastique à usage unique pour des motifs discutables d'hygiène, les agrochimistes et l'agro-industrie demandent des assouplissements de normes sur l'usage des pesticides et les limites maximales de résidus autorisées dans l'alimentation, voire sur les distances de sécurité entre habitations et zones traitées... Par la voix de son patron, Geoffroy Roux de Bézieux, le Medef exige carrément, en réponse à la pandémie, « *un moratoire sur la préparation de nouvelles dispositions énergétiques et environnementales* », dans une lettre du 3 avril, au ministère de la transition écologique et solidaire, révélée par *LeCanard enchaîné*.

### Rendez-vous (presque) manqué

Un peu partout, ces demandes rencontrent l'oreille compatissante de ceux qui sont aux affaires. Relancer l'activité économique, reconstruire la demande, remettre le monde sur les rails qu'il a brièvement quittés : cela semble la priorité. En France, par exemple, aucune contrepartie environnementale ou climatique n'a été demandée aux grands groupes qui se verront soutenus à hauteur de 20 milliards d'euros d'argent public.

Pourtant, la mise à l'arrêt de l'économie était une occasion de refaire de la politique au sens premier du terme, c'est-à-dire de définir et de poursuivre des objectifs communs désirables. L'occasion était

inespérée de reprendre le contrôle de la marche du monde, et de commencer à l'infléchir en choisissant les secteurs d'activité à relancer et à soutenir. Ce n'est pas ce qui semble se préparer, et ce rendez-vous (presque) manqué met en lumière l'un des grands paradoxes de notre temps : faire de la politique au XXI<sup>e</sup> siècle, c'est refuser d'en faire. C'est décider qu'on ne décidera pas, c'est s'en remettre à l'offre et à la demande. Et c'est aujourd'hui d'autant plus paradoxal que le hiatus avec l'opinion, en France au moins, semble béant. Interrogés par l'institut Ipsos entre le 7 et le 14 avril, c'est-à-dire dans la période la plus aiguë de la crise sanitaire, les Français ont placé sans surprise l'épidémie en tête de leurs préoccupations (76 %), puis le système de santé (42 %) et le changement climatique (33 %). Tout cela devant les sujets habituels que sont le pouvoir d'achat (31 %), la dette publique (24 %), le chômage (18 %), ou encore l'insécurité (16 %).

Face au rouleau compresseur de la pandémie, qui détruit les emplois, aggrave les inégalités, dépossède chacun de nous de ses libertés les plus fondamentales – se déplacer, se réunir, embrasser ses proches ou simplement mettre le nez dehors –, le réchauffement climatique demeure une préoccupation majeure.

Pourquoi ? Ce n'est sans doute pas que la propagation de la maladie est attribuée à la dégradation de l'environnement. De nombreuses voix se sont certes élevées, ces jours-ci, pour faire le lien entre l'irruption de la maladie et la déforestation, la destruction des habitats, etc., qui auraient créé les conditions de l'émergence et de la transmission du virus. De tels liens de causalité univoques sont à la vérité hasardeux.

Si la catastrophe en cours renforce la sensibilité à la question environnementale, c'est plutôt qu'elle nous ouvre à la fragilité du système que forme l'interconnexion des structures sociales, du système productif et de la biosphère. Tout à coup, nous prenons conscience qu'un événement présentant peu de risques à l'échelle de l'individu (pour une grande majorité de la population, la probabilité de mourir du Covid-19 est très faible) se révèle capable de confiner la moitié de l'humanité et d'arrêter l'économie mondiale.

Cette question – celle de l'appréciation du risque – est au cœur du débat sur l'environnement : les réticences à prendre des mesures de protection fortes reposent généralement sur une approche individualiste des risques. De fait, la probabilité demeure objectivement faible de mourir directement d'une intoxication au plastique ou aux pesticides, ou du réchauffement. Mais cette manière de cadrer la question, sous une apparence de calcul froid et rationnel, est en réalité politique. Elle postule que l'individu est la métrique de toute chose, elle occulte la fragilité des structures économiques et sociales dont nous dépendons, et de l'équilibre de celles-ci avec l'environnement au sens large.

Il y a, en somme, une pédagogie de cette crise. Si le réarrangement de quelques nucléotides sur l'ARN d'un virus transporté par un petit mammifère est capable du désastre en cours, qui peut imaginer ce que produira sur le long terme l'élévation de plus d'un mètre des océans, comme le promettent les experts du climat pour les prochaines décennies ?